

Table des matières

1	ILE-DE-FRANCE.....	2
2	Ile-de-France: comment le prix des transports en commun a évolué en dix ans.....	2
3	Opération escargot des chauffeurs VTC jeudi de la porte Maillot à l'aéroport de Roissy .	2
4	Tony Estanguet au Figaro: «2024 jours pour réussir des Jeux uniques»	2
5	Les entreprises veulent avoir leur mot à dire sur les transports qu'elles financent.....	3
6	Aide au déménagement, travaux d'isolation... ce que contient le plan d'Action logement	3
7	::: ENTREPRISES.....	4
8	Brexit : les eurodéputés volent au secours des ports français	4
9	Dumping social chez les routiers : le Parlement européen met la réforme au point mort .	4
10	SNCF : l'État ouvre à la concurrence les lignes Nantes-Bordeaux et Nantes-Lyon	4
11	Air France met fin à la brève aventure de sa filiale Joon	4
12	« Gilets jaunes » : les entreprises de travaux publics ne veulent pas être « les dindons de la farce »	4
13	Nucléaire : quand EDF préfère passer commande chez Mitsubishi plutôt qu'à sa propre filiale.....	4
14	Contrats courts : syndicats et patronat se donnent deux semaines pour éviter un clash .	5
15	La dérive des comptes sociaux va compliquer la réforme des retraites	5
16	Emmanuelle Wargon : « Ouvrir le débat, c'est accepter d'aller en terrain inconnu »	6
17	Grand débat : l'exécutif compte sur les maires et les associations	6
18	Chantal Jouanno: «Ma démission serait incompréhensible»	6
19	Laurent Wauquiez : « Il faut un big bang fiscal »	6
20	Juncker lance la présidence roumaine de l'UE dans une ambiance acerbe	6
21	Comment le shutdown affecte le fonctionnement des services publics américains.....	6
22	Au Venezuela, Maduro rempile pour une présidence solitaire.....	7



1 ILE-DE-FRANCE

Anne Hidalgo : «La gratuité ne peut pas être l'alpha et l'oméga d'une politique de transport»

INTERVIEW | En mars 2018, alors que la crise des Vélib battait son plein et que les critiques pleuvaient sur Anne Hidalgo, la maire de Paris avait allumé un contre-feu en évoquant, au détour d'une interview, la possible gratuité des transports collectifs en Ile-de-France. Elle promettait, en tout cas, de faire étudier la question en confiant une mission à trois de ses adjoints : Emmanuel Grégoire (budget), Jean-Louis Missika (urbanisme) et Christophe Najdovski (transports). Intitulé «*Pour un big-bang de la tarification des transports dans le Grand Paris*», ce rapport, qui vient de lui être rendu, évacue la gratuité totale pour tous mais préconise des aménagements de tarifs et une révision de la gouvernance des mobilités. Anne Hidalgo dévoile ses premiers arbitrages dans [LIBERATION](#).

Transports gratuits pour les salariés parisiens : « Ce n'est pas une mesure qui se décrète »

Ce mercredi, dans une interview à Libération, Anne Hidalgo a annoncé la gratuité des transports parisiens pour les **jeunes de moins de 11 ans**. Cette mesure sera mise en place dès le mois de septembre prochain.

Mais la maire (PS) de Paris veut aller plus loin. Elle souhaite obtenir le soutien de la région et de l'Etat, pour que les transports soient également gratuits pour les salariés gagnant moins de 1,5 fois le Smic. Comment ? En faisant financer cette mesure par les entreprises, qui prendraient à leur charge le remboursement à 100% du pass Navigo (contre 50% aujourd'hui) pour les plus bas revenus.

Mais le moins que l'on puisse dire est que les organisations patronales ne sont pas enthousiastes à l'idée émise par la première magistrate. « Avant de parler au nom des entreprises, il faut déjà leur demander leur avis », réagit ce jeudi le président de la CPME d'Ile-de-France, Bernard Cohen-Hadad. [LE PARISIEN](#)

2 Ile-de-France: comment le prix des transports en commun a évolué en dix ans

INFOGRAPHIES - Entre gel, hausse, «dézonage» et gratuité, de nombreuses annonces sont faites chaque année sur le prix des transports en commun franciliens. Le Figaro fait le point sur l'évolution des tarifs depuis 2009. [LE FIGARO](#)

3 Opération escargot des chauffeurs VTC jeudi de la porte Maillot à l'aéroport de Roissy

Les chauffeurs se mobilisent pour réclamer une détaxe sur le carburant et l'instauration d'un numerus clausus afin de réguler la profession. [LE PARISIEN](#)

4 Tony Estanguet au Figaro: «2024 jours pour réussir des Jeux uniques»

INTERVIEW | A J-2024 jours, le patron du comité d'organisation de Paris 2024 dévoile sa vision des Jeux qu'il souhaite « ambitieux, inédits et utiles ». Selon lui, ils commencent dès maintenant pour la France. [LE FIGARO](#)

Les cinq chantiers (essentiels) de 2019 sur la route des Jeux olympiques et paralympiques

Sport, constructions, héritage, engagement, créativité : tour d'horizon des dossiers qui vont lors d'une année charnière occuper les acteurs du dossier olympique. [LE FIGARO](#)

::: ECONOMIE

Logement : un plan choc à 9 milliards d'euros

Construction, transformation de bureaux, aides à l'isolation ou au déménagement... Tandis que l'Etat patine face aux Gilets jaunes, les entreprises décident d'investir vite et fort au bénéfice de leurs salariés, via Action logement.

Et si l'Etat était sauvé de [la crise des Gilets jaunes](#) par les entreprises ? Ces dernières s'emparent du problème du logement. L'organisme Action logement (ex 1 %-logement), qui gère la participation des employeurs à l'effort de construction, annoncera jeudi un vaste plan d'investissement de neuf milliards d'euros pour le logement des salariés modestes, avec la bénédiction du Medef et du ministre du Logement, Julien Denormandie. Et une révolution à la clef : l'argent sera en partie emprunté sur les marchés financiers.

[L'OPINION](#)

5 Les entreprises veulent avoir leur mot à dire sur les transports qu'elles financent

Les représentants des chefs d'entreprise ont entendu les revendications des [Gilets jaunes](#) sur le pouvoir d'achat : le carburant et les autres coûts de transport pèsent lourdement dans le budget des ménages. Outre le logement, ils promettent de faire leur part en matière de transport.

Les patrons ont aussi fait leurs calculs : les entreprises sont mises à contribution pour participer aux frais de transport des Français, puisque celles qui comptent plus de 11 salariés sont assujetties au « versement transport ». Les sommes collectées par cette taxe locale – dont les taux dépendent des communes – atteignent 8 milliards d'euros par an. Et ce versement transport a augmenté de 6 % en 2017, souligne le Medef. Cet argent est géré par les autorités organisatrices de transports, rattachées aux collectivités locales, qui l'utilisent pour créer des transports en commun, entretenir des dessertes, etc. Il bénéficie ainsi à tous les publics, actifs et non actifs. [L'OPINION](#)

6 Aide au déménagement, travaux d'isolation... ce que contient le plan d'Action logement

Le salut viendra-t-il du privé ? Alors que le gouvernement multiplie les coupes ces derniers mois dans les crédits publics attribués au secteur du logement (baisse des APL, des aides à la pierre, etc.), un plan de relance de ce secteur vient d'être mis sur pied... par les entreprises et les salariés. Action logement -l'ancien 1 % Logement- qui se finance par une contribution sur la masse salariale des entreprises a annoncé ce jeudi mettre [9 milliards d'euros supplémentaires](#) sur la table pour financer la transition énergétique et la construction de logements en faveur des salariés proches du smic. Une grande partie sera empruntée sur les marchés financiers.

« Ce plan, qui court jusqu'en 2022, devrait bénéficier à environ 850 000 ménages », assure Jacques Chanut, représentant du Medef, ancien président d'Action logement et actuel président de la fédération française du bâtiment. Explications. [LE PARISIEN](#)

7 ::: ENTREPRISES

8 Brexit : les eurodéputés volent au secours des ports français

Le Brexit impose de redéfinir les corridors maritimes depuis l'Irlande. Le Parlement européen y a inclus les ports français de la Manche, ce qui leur donne accès à des fonds de modernisation. [LES ECHOS](#)

9 Dumping social chez les routiers : le Parlement européen met la réforme au point mort

Douche froide pour les partisans d'une lutte accrue contre le dumping social dans le transport routier en Europe. Jeudi, la commission Transport du Parlement européen n'est pas parvenue à trouver un accord global sur la réforme mise sur la table il y a plus de dix-huit mois par la Commission européenne. Les eurodéputés ont, certes, dégagé un fragile compromis sur [les règles de cabotage](#), mais ils ont buté sur toutes les autres mesures phares : application du détachement aux chauffeurs, temps de repos et obligations de retours réguliers au pays d'origine. [LES ECHOS](#)

10 SNCF : l'État ouvre à la concurrence les lignes Nantes-Bordeaux et Nantes-Lyon

La concurrence à la SNCF devient réalité. Ce mercredi, le gouvernement a annoncé [l'ouverture à la concurrence](#) de deux lignes ferroviaires classiques : Nantes-Lyon et Nantes-Bordeaux. Une première dans l'histoire de la SNCF. Six mois après le vote par le Parlement de la réforme ferroviaire qui a vu la fin du statut des cheminots pour les nouveaux salariés embauchés, la transformation de l'entreprise en société anonyme et la possibilité d'ouvrir à la concurrence les trains de voyageurs, l'État passe aux travaux pratiques. [LE PARISIEN](#)

11 Air France met fin à la brève aventure de sa filiale Joon

Air France va absorber sa compagnie à coûts réduits. La fusion devrait intervenir début avril. Le personnel navigant commercial (PNC) sera intégré sous contrat Air France. [LE PARISIEN](#)

12 « Gilets jaunes » : les entreprises de travaux publics ne veulent pas être « les dindons de la farce »

La Fédération nationale des travaux publics redoute que les investissements dans les infrastructures ne fassent les frais du mouvement. [LES ECHOS](#)

13 Nucléaire : quand EDF préfère passer commande chez Mitsubishi

plutôt qu'à sa propre filiale

Le groupe japonais MHI a remporté un marché de plusieurs centaines de millions d'euros auprès d'EDF, au détriment de Framatome, pourtant filiale à 75 % de l'électricien français. [LE MONDE](#)

14 Contrats courts : syndicats et patronat se donnent deux semaines pour éviter un clash

On attendait un clash. Les partenaires sociaux avaient rendez-vous ce mercredi pour leur première séance de la négociation sur l'assurance-chômage consacrée à la question explosive des contrats courts. Syndicats et patronat se sont finalement quittés avec pour seule décision commune de renvoyer la patate chaude à la séance du... 22 janvier.

« *Un moment extrêmement fondateur pour avancer* », s'est félicité Hubert Mongon, le [chef de file](#) du Medef. « *Nous avons eu une discussion âpre, tout cela pour convenir d'en terminer le 22* », a déclaré Michel Beaugas, pour FO. « *Ce sera la séance de la dernière chance* », a averti Denis Gravouil pour la CGT. « *La séance a été assez tendue, pour ne pas dire musclée* », a renchéri Eric Courpotin (CFTC). En clair, rien n'a permis durant cette séance de rapprocher les lignes.

La question des contrats courts empoisonne les négociations entre syndicats et patronat depuis des années. Pour juguler leur nombre - ils ont été multipliés par 2,5 en vingt ans - et augmenter leur durée - un CDD sur trois dure moins d'un jour - les premiers veulent l'instauration d'un mécanisme de type bonus malus pour pénaliser les employeurs qui en abusent. Le trio Medef-CPME-U2P ne veut pas en entendre parler et renvoie aux négociations de branches.

Six accords ont été conclus sur la quarantaine de branches qui ont démarré leurs travaux, a rappelé Hubert Mongon pour qui le problème doit être traité au niveau de « *l'accès à l'emploi* » puis sur celui de la « *gestion du parcours professionnel* ». Le patronat fera des propositions précises le 22, citant par exemple le [recours](#) aux groupements d'employeurs. [LES ECHOS](#)

15 La dérive des comptes sociaux va compliquer la réforme des retraites

Le bel édifice va-t-il s'écrouler ? L'exécutif table sur l'amélioration des [comptes sociaux](#) pour mener [sa refonte du système de retraite](#) sans braquer l'opinion avec un recul de l'âge ou une baisse des pensions. Mais cette construction a été fragilisée par [la crise des « gilets jaunes »](#). Le coût [des mesures d'urgence](#) annoncées le 10 décembre par Emmanuel Macron va peser sur les comptes de la Sécurité sociale en 2019, interdisant en l'état son retour à l'équilibre. De plus, la croissance se tasse, ce qui contraindra probablement le gouvernement à revoir sa trajectoire budgétaire à la fin de ce trimestre.

Au moment du vote de la loi d'urgence économique et sociale, avant Noël, les sénateurs ont obtenu du gouvernement de nouvelles projections budgétaires pour la Sécurité sociale en 2019. Contrairement à la loi de financement votée quelques jours plus tôt, ces calculs tiennent compte de [la baisse de la CSG de certains retraités](#) et de [l'avancement dans le temps de l'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires](#). Chacune de ces deux mesures va coûter 1,3 milliard d'euros à la Sécurité sociale cette année, soit un impact total de 2,6 milliards.

Le régime général, fonds de solidarité vieillesse inclus, affiche désormais une prévision de déficit de 2,5 milliards d'euros. Alors que le budget 2019 de la Sécurité sociale a été voté en excédent de 100 millions d'euros - [le projet initial du gouvernement visait même 700 millions](#). Quant à la branche retraite, au lieu d'un solde positif de 600 millions d'euros, elle afficherait un solde négatif de 700 millions (sans oublier le déficit du Fonds de solidarité vieillesse). [LES ECHOS](#)

16 Emmanuelle Wargon : « Ouvrir le débat, c'est accepter d'aller en terrain inconnu »

INTERVIEW | Emmanuelle Wargon est secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique et solidaire. Elle revient sur la crise qu'a provoquée la hausse de la taxe carbone et espère que le grand débat national va renouer le lien avec les Français et offrir de nouvelles perspectives au gouvernement. [LE MONDE](#)

17 Grand débat : l'exécutif compte sur les maires et les associations

L'exécutif commence à y voir un tout petit peu plus clair sur l'organisation du [grand débat national](#). Lors du [séminaire gouvernemental organisé mercredi](#), il a été décidé de s'appuyer sur les communes et les associations. « Les syndicats, les grands élus, les élites ne sont plus écoutés, les maires et les responsables d'associations sont peut-être les derniers à pouvoir jouer ce rôle », explique un ministre.

Pour préparer [sa lettre aux Français](#) qui paraîtra dans les prochains jours, Emmanuel Macron va tenir compte des premières doléances de la population rédigées dans les cahiers mis à disposition en mairies depuis quelques semaines. Une vingtaine de préfets ont été chargés par le ministère des Collectivités de faire une synthèse de ces écrits à partir d'une trentaine de cahiers. [LES ECHOS](#)

18 Chantal Jouanno: «Ma démission serait incompréhensible»

INTERVIEW | La présidente de la Commission nationale du débat public rend coup pour coup après les critiques du gouvernement et de Bayrou sur son retrait du «grand débat national». [LE FIGARO](#)

19 Laurent Wauquiez : « Il faut un big bang fiscal »

INTERVIEW | Le président du parti Les Républicains appelle à « remettre à plat » toute la fiscalité, la « flat tax » sur le revenu étant même « sur la table ». Fustigeant les « recettes de l'ancien monde » de Macron, il prévient : « Si on ne change pas profondément de direction, l'économie française va dans le mur ». [LES ECHOS](#)

::: INTERNATIONAL

20 Juncker lance la présidence roumaine de l'UE dans une ambiance acerbe

C'est dans un climat de tension palpable que la Roumanie prend la présidence tournante de l'Union européenne. Une ambiance délétère qui s'étend à de nombreux pays de l'est de l'Europe. [LES ECHOS](#)

21 Comment le shutdown affecte le fonctionnement des services publics américains

Faute d'un accord sur le financement du mur à la frontière entre les démocrates et la Maison-Blanche d'ici samedi, le « shutdown » qui paralyse l'économie américaine depuis près de trois semaines deviendra le plus long de l'histoire du pays. Depuis le 21 décembre, pas moins de neuf ministères, dont la justice, l'intérieur, le

trésor ainsi que nombre d'agences sont directement affectés par l'absence de financements. Certains services comme le courrier, le contrôle aérien, le maintien de l'ordre ou le contrôle des frontières continuent de fonctionner sans financement, mais beaucoup d'autres ont été interrompus. [LES ECHOS](#)

22 Au Venezuela, Maduro rempile pour une présidence solitaire

Le président Nicolas Maduro sera investi jeudi président de la République bolivarienne du Venezuela dans un climat plus que délétère. Mais le pays bruisse de folles rumeurs qu'une presse très affaiblie ne peut confirmer ou infirmer. Les rues de la ville de Valencia, où se trouve un important centre militaire, seraient envahies de policiers. Les entrées de la ville de Barquisimeto sont gardées par des tanks...

Élu en mai dernier lors d'une élection qui n'a pas été reconnue par l'opposition et une grande partie de la communauté internationale, l'héritier d'Hugo Chavez sera investi devant le Tribunal suprême de justice et non pas par l'Assemblée nationale, comme le prévoit la Constitution, l'opposition dominant les rangs du Parlement et refusant de reconnaître la légitimité de ce second mandat. [LE FIGARO](#)

Vous souhaitant une bonne journée et un excellent week-end.

Cordialement,

Elena NATALITCH

Chargée de Communication

MEDEF Ile-de-France

251 boulevardd Pereire

75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

elena.natalitch@medef-idf.fr

www.medef-idf.fr





Garanti sans virus. www.avast.com